

Le Canada et les Nations Unies

Négociations de Corée

La résolution adoptée le 28 août par l'Assemblée générale, dont l'objet était de donner suite du côté des Nations Unies à la recommandation de la Convention d'armistice concernant la convocation d'une conférence politique pour le règlement du problème coréen, recommandait entre autres choses que les États-Unis, après s'être concertés avec les États principalement intéressés, s'entendissent avec l'autre camp pour que la conférence eût lieu au plus tard le 28 octobre 1953, la date et le lieu fixés devant convenir aux deux parties. Dès le mois de septembre, les États-Unis avaient adressé aux régimes de Pékin et de la Corée du Nord plusieurs communications touchant la date et le lieu de la conférence. Les communistes préférèrent d'abord ne pas répondre. Puis, le 13 septembre, par une communication adressée au Secrétaire général des Nations Unies et coïncidant, à dessein évidemment, avec l'ouverture de la huitième session, qui avait lieu le 15 du même mois, M. Tchou-En-Laï invita l'Assemblée à convoquer une conférence qui réunirait, non seulement les belligérants des deux parties, mais aussi, à titre de nations neutres, l'Union soviétique, l'Inde, l'Indonésie, le Pakistan et la Birmanie. Il déclarait que les deux parties, après avoir arrêté la liste des participants à la conférence, devraient se consulter au sujet de la date et du lieu où elle s'ouvrirait. L'Assemblée rejeta la demande, formulée par l'URSS, d'inscrire cette communication à son ordre du jour. Il semble qu'aux yeux de la majorité l'Assemblée avait déjà décidé quels États représenteraient à la Conférence le camp des Nations Unies et qu'il appartenait dès lors au camp communiste de désigner ses représentants et de faire connaître ses vues sur la date et le lieu de la conférence.

Accord au sujet de la date et du lieu

Le 10 octobre, Pékin et la Corée du Nord acceptèrent, à la proposition des États-Unis, que leurs émissaires rencontrent un représentant des États-Unis pour préparer la conférence. Des deux côtés, on choisit Pan Moun Jom pour lieu de ces réunions, qui commencèrent le 26 octobre. Il fut d'abord impossible de s'entendre sur un ordre du jour. Les communistes tenaient à établir d'abord la liste des pays qui participeraient à la conférence, tandis que le représentant des États-Unis, M. Arthur Dean, insistait pour que la date et le lieu de la conférence fussent décidés auparavant. Il fut possible de sortir de l'impasse lorsque les communistes acceptèrent, sur la proposition des États-Unis, que la question de l'ordre du jour fût soumise à un comité consultatif représentant les deux parties. Celui-ci proposa un ordre du jour établi de façon à permettre la discussion simultanée par des sous-commissions des questions de date, de lieu et de participation. Les représentants réunis en séance plénière acceptèrent cette solution.

Au cours des réunions subséquentes, deux questions difficiles furent soulevées. Premièrement, à quel titre l'Union soviétique participerait-elle à la conférence? Les communistes tenaient à ce qu'elle y siègeât comme pays neutre et non pas comme belligérant; l'émissaire des États-Unis soutenait que l'URSS ne pouvait être considérée comme un pays neutre et que son vote irait auto-